



# Assemblée générale

Distr. générale  
1er décembre 2000  
Français  
Original: anglais

## Cinquante-cinquième session

### Rapport du Conseil économique et social pour 2000\*

#### Additif

#### Table des matières

Chapitre	Page
VII. Débat général . . . . .	2
G. Organisations non gouvernementales . . . . .	2
H. Questions relatives à l'économie et à l'environnement . . . . .	4
1. Développement durable . . . . .	4
I. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme . . . . .	4
7. Droits de l'homme . . . . .	4
VIII. Élections, nominations, présentations de candidatures et confirmations de candidatures . . . . .	5
IX. Questions d'organisation . . . . .	6
B. Travaux du Comité . . . . .	6
Thèmes devant être examinés par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2001 . . . . .	6
Dates des sessions des organes subsidiaires du Conseil économique et social en 2001 . . . . .	6

\* Le présent additif au rapport du Conseil économique et social constitue une version préliminaire de la section relative à la reprise de la session de fond. Le rapport final paraîtra dans son intégralité sous la cote *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément No 3 (A/55/3/Rev.1)*. Les résolutions et décisions adoptées par le Conseil à la reprise de sa session de fond seront publiées sous la cote E/2000/INF/2/Add. 3. Les résolutions et décisions seront publiées sous leur forme définitive dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, 2000, Supplément No 1 (E/2000/99)*.

## Chapitre VII

### Débat général

#### G. Organisations non gouvernementales

1. Lors de la reprise de sa session de fond, le Conseil a examiné la question des organisations non gouvernementales (point 12 de l'ordre du jour) à sa 46e séance, le 18 octobre 2000. Le débat qu'il a tenu sur la question est consigné dans le compte rendu analytique correspondant (E/2000/SR.46). Le Conseil était saisi des documents ci-après :

a) Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la première et de la deuxième partie de sa session de 2000 (E/2000/88 (Part I) et Add.1 et E/2000/88 (Part II) et Corr. 1 et Add. 1 et 2);

b) Lettre datée du 9 octobre 2000, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant l'appel du Parti radical transnational (E/2000/110);

c) Lettre datée du 17 octobre 2000, adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies (E/2000/111).

#### Mesures prises par le Conseil

2. Au titre du point 12 de l'ordre du jour, le Conseil a adopté les décisions 2000/306, 2000/307, 2000/308, 2000/309 et 2000/310.

#### Recommandations figurant dans le rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la première et de la deuxième partie de sa session de 2000 [E/2000/88 (Part I)]

#### Demandes d'octroi du statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

3. À la 46e séance, le 18 octobre, le Conseil a adopté le projet de décision I, intitulé « Demandes d'octroi du statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales », ainsi que l'avait recommandé le Comité chargé des

organisations non gouvernementales (E/2000/88 (Part I), chap. I). Voir décision 2000/306 du Conseil.

#### Suspension du statut consultatif

4. À la 46e séance, le 18 octobre, le Vice-Président du Conseil, Martin Belinga-Eboutou (Cameroun), a informé le Conseil qu'à l'issue de consultations officielles tenues à propos du projet de décision II, intitulé « Suspension du statut consultatif » (E/2000/88 (Part I), chap. I), le projet de décision avait été remplacé par deux nouveaux projets de décision intitulés « Suspension du statut consultatif de l'International Council of the Associations for Peace in the Continents » (E/2000/L.35) et « Suspension du statut consultatif du Parti radical transnational » (E/2000/L.36).

#### Suspension du statut consultatif de l'International Council of the Association for Peace in the Continents

5. À la 46e séance, le 18 octobre, le Conseil a adopté à l'issue d'un vote enregistré, le projet de décision intitulé « Suspension du statut consultatif de l'International Council of the Associations for Peace in the Continents » par 25 voix contre 18 avec 9 abstentions. Voir décision 2000/307 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit<sup>1</sup> :

#### Ont voté pour :

Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Bolivie, Burkina Faso, Chine, Colombie, Comores, Cuba, Fédération de Russie, Honduras, Indonésie, Mexique, Oman, Pakistan, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Lucie, Soudan, Suriname, Venezuela, Viet Nam.

#### Ont voté contre :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Italie, Japon, Lesotho, Norvège, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

<sup>1</sup> Le représentant du Lesotho a indiqué que son pays avait eu l'intention de s'abstenir et non de voter contre le projet de résolution.

*Se sont abstenus :*

Bénin, Brésil, Costa Rica, Fidji, Inde, Maroc, Maurice, Nouvelle-Zélande, Sierra Leone.

6. Avant la mise aux voix, les représentants de Cuba, des États-Unis d'Amérique, du Japon et de la Fédération de Russie ont fait des déclarations pour expliquer leur vote.

**Suspension du statut consultatif du Parti radical transnational**

7. À la 46e séance, le 18 octobre, le Conseil a été saisi du projet de décision intitulé « Suspension du statut consultatif du Parti radical transnational » (E/2000/L.36).

8. À la même séance, le représentant de la France a demandé un vote enregistré sur le projet de décision au nom de l'Union européenne ainsi que des pays de l'Europe centrale et de l'Est associés à l'Union européenne (Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie) et des autres pays associés (Chypre, Malte et Turquie) qui ont appuyé cette requête.

9. À la 46e séance également, les représentants de l'Italie et de la Bolivie ont fait des déclarations.

10. À la même séance, le Conseil a, à l'issue d'un vote enregistré, rejeté le projet de décision, par 23 voix contre 20, avec 9 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Bolivie, Chine, Colombie, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Mexique, Oman, République arabe syrienne, République démocratique du Congo, Sainte-Lucie, Soudan, Venezuela, Viet Nam.

*Ont voté contre :*

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Comores, Costa Rica, Croatie, Danemark, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Honduras, Italie, Japon, Lesotho, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone.

*Se sont abstenus :*

Bénin, Brésil, Burkina Faso, Fidji, Maroc, Maurice, Pakistan, Rwanda, Suriname.

11. Avant la mise aux voix, les représentants de la Sierra Leone, de la Fédération de Russie, de Cuba, de la Chine, du Canada, des États-Unis d'Amérique et du Japon ont fait des déclarations pour expliquer leur vote; les représentants de la Bolivie, de Cuba, de l'Algérie et du Mexique ont fait de même après la mise aux voix.

12. Le représentant du Soudan et l'observateur de la Turquie ont également fait des déclarations.

**Reprise de la session de 2000 du Comité chargé des organisations non gouvernementales**

13. À la 46e séance, le 18 octobre, le Conseil a été informé, s'agissant du projet de décision III intitulé « Reprise de la session de 2000 du Comité chargé des organisations non gouvernementales » (E/2000/88 (Part I), chap. I), que la session reprendrait entre le 15 et le 26 janvier 2001.

14. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision III, tel que modifié oralement, ainsi que l'avait recommandé le Comité chargé des organisations non gouvernementales. Voir la décision 2000/308 du Conseil.

**Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session de 2000 et ordre du jour provisoire de la session de 2001 du Comité**

15. À la 46e séance, le 18 octobre, le Conseil a adopté le projet de décision IV, intitulé « Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session de 2000 et ordre du jour provisoire de la session de 2001 du Comité » (E/2000/88 (Part I), chap. I). Voir décision 2000/309 du Conseil.

**Suite à donner aux vingt-troisième et vingt-quatrième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale**

16. À la 46e séance, le 18 octobre, le Conseil a été saisi d'un projet de décision intitulé « Suite à donner aux vingt-troisième et vingt-quatrième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale » (E/2000/L.37), présenté par le Vice-Président du Conseil, Martin Bellinga-Eboutou (Cameroun), à l'issue de consultations officielles.

17. À la même séance, à l'issue des déclarations faites par les représentants de l'Algérie, du Pakistan, de

Cuba, du Cameroun, de l'Inde et du Japon, le titre du projet de décision qui était « Suite à donner aux vingt-troisième et vingt-quatrième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale » est devenu « Participation des organisations non gouvernementales à la quarante-cinquième session de la Commission de la condition de la femme et à la trente-neuvième session de la Commission du développement social ». Aux deux dernières lignes du projet de décision, les mots « décision 1996/315 du Conseil, en date du 14 novembre 1996 » ont été remplacés par les mots « résolution 1996/31 du Conseil, en date du 25 juillet 1996 ».

18. Également à la 46e séance, le Conseil a adopté le projet de décision tel que modifié oralement. Voir décision 2000/310 du Conseil.

19. À la même séance, les représentants de la République arabe syrienne et de la Chine ont fait des déclarations.

## **H. Questions relatives à l'économie et à l'environnement**

### **1. Développement durable**

20. À la reprise de sa session de fond, le Conseil a examiné la question du développement durable (point 13 a) de l'ordre du jour) à sa 46e séance, le 18 octobre 2000. Le débat qu'il a tenu sur la question est consigné dans le compte rendu analytique correspondant (E/2000/SR.46).

### **Mesures prises par le Conseil**

21. Au titre du point 13 a) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la résolution 2000/35.

#### **Forum intergouvernemental sur les forêts**

22. À la 46e séance, le 18 octobre 2000, le Conseil a été saisi d'un projet de résolution intitulé « Rapport de la quatrième session du Forum intergouvernemental sur les forêts » (E/2000/L.32\*), présenté par le Président du Conseil sur la base de consultations officielles organisées en son nom par le Président des consultations, Bagher Asadi (République islamique d'Iran).

23. À la même séance, le Président des consultations a informé le Conseil des résultats des consultations officielles concernant le projet de résolution.

24. À la 46e séance également, le Conseil a adopté le projet de résolution. Voir résolution 2000/35 du Conseil.

## **I. Questions sociales et questions relatives aux droits de l'homme**

### **7. Droits de l'homme**

25. À la reprise de sa session de fond, le Conseil a examiné la question des droits de l'homme (point 14 g) de l'ordre du jour) à sa 48e séance, le 22 novembre 2000. Le débat qu'il a tenu sur la question est consigné dans le compte rendu analytique correspondant (E/2000/SR.48). Le Conseil était saisi du rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa cinquième session extraordinaire (E/2000/112)<sup>2</sup> et de la déclaration présentée par le Secrétaire général en application de l'article 31 du Règlement intérieur du Conseil économique et social sur les incidences administratives et les incidences sur le budget-programme de la résolution S-5/1 (E/2000/112/Add.1) de la Commission des droits de l'homme.

### **Mesures prises par le Conseil**

26. Au titre du point 14 g) de l'ordre du jour, le Conseil a adopté la décision 2000/311.

#### **Recommandation figurant dans le rapport de la Commission des droits de l'homme sur les travaux de sa cinquième session extraordinaire (E/2000/112) et incidences administratives et incidences sur le budget-programme de la résolution S-5/1 de la Commission des droits de l'homme (E/2000/112/Add.1)**

#### **Violations graves et massives des droits fondamentaux du peuple palestinien par Israël**

27. À la 48e séance, le 22 novembre, le Conseil a été saisi d'un projet de décision intitulé « Violations graves et massives des droits fondamentaux du peuple palestinien par Israël » (E/2000/112, chap. I), qui avait été recommandé pour adoption par la Commission des droits de l'homme.

<sup>2</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 2000, Supplément No 22.

28. À la même séance, le Président a fait connaître les résultats des consultations officieuses tenues à propos de ce projet de décision.

29. Également à la 48e séance, après avoir entendu une déclaration du Directeur du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le Conseil a, à l'issue d'un vote enregistré, adopté le projet de décision par 21 voix contre 19, avec 11 abstentions. Voir décision 2000/311 du Conseil. Les voix se sont réparties comme suit :

*Ont voté pour :*

Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bélarus, Bénin, Bolivie, Burkina Faso, Chine, Comores, Cuba, Inde, Indonésie, Maroc, Oman, Pakistan, République arabe syrienne, Sainte-Lucie, Soudan, Suriname, Venezuela, Viet Nam.

*Ont voté contre :*

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Grèce, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*Se sont abstenus :*

Angola, Brésil, Cameroun, Colombie, Costa Rica, Fédération de Russie, Honduras, Lesotho, Mexique, République démocratique du Congo, Rwanda.

30. Avant l'adoption du projet de décision, les représentants des États-Unis d'Amérique et du Japon et les observateurs d'Israël et de la Palestine ont fait des déclarations; après l'adoption du projet de décision, les représentants de la Nouvelle-Zélande, de la France (au nom de l'Union européenne ainsi que de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, du Liechtenstein, de la Lituanie, de la Norvège, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie), du Canada et de l'Inde ont également fait des déclarations.

## **Chapitre VIII**

### **Élections, nominations, présentations de candidatures et confirmations des candidatures**

31. Le Conseil a examiné la question des élections, des nominations, des présentations de candidatures et de la confirmation des candidatures à sa session d'organisation et à la reprise de cette session (point 4 de l'ordre du jour) ainsi qu'à sa session de fond (point 1 de l'ordre du jour). La question a été examinée aux 1re, 3e, 7e, 8e, 45e et 46e séances, les 27 janvier, 4 février, 3 et 10 mai, 28 juillet et 18 octobre 2000. On trouvera un résumé des débats dans les comptes rendus analytiques correspondants (E/2000/SR.1, 3, 7, 8, 45 et 46). Le Conseil était saisi des documents ci-après :

a) Ordre du jour provisoire annoté de la session d'organisation pour 2000 et de la reprise de cette session (E/2000/2 et Add.1);

b) Projet de décision intitulé « Élections au Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés », présenté par le Président et les membres du Bureau du Conseil sur la base des consultations officieuses tenues conformément au paragraphe 2 1) de la décision 1998/77 du Conseil (E/2000/L.1, projet de décision VII);

c) Note du Secrétaire général sur l'élection des membres des commissions techniques du Conseil (E/2000/L.2);

d) Note du Secrétaire général sur la présentation de la candidature de sept membres du Comité du programme et de la coordination (E/2000/L.2/Add.1);

e) Note du Secrétaire général sur l'élection de 19 membres de la Commission des établissements humains (E/2000/L.2/Add.2);

f) Note du Secrétaire général sur l'élection de 13 membres du Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication (E/2000/L.2/Add.3);

g) Note du Secrétaire général sur l'élection de 14 membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (E/2000/L.2/Add.4);

h) Note du Secrétaire général sur l'élection de 14 membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population (E/2000/L.2/Add.5);

i) Note du Secrétaire général sur l'élection de neuf membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (E/2000/L.2/Add.6, Add.9 et Add.10);

j) Note du Secrétaire général sur l'élection de neuf membres du Conseil de coordination du Programme commun coparrainé des Nations Unies sur le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (ONUSIDA) (E/2000/L.2/Add.7);

k) Note du Secrétaire général sur la nomination de cinq membres du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (E/2000/L.2/Add.8);

l) Note du Secrétaire général sur l'élection de 10 membres du Comité d'attribution du Prix des Nations Unies en matière de population (E/2000/L.2/Add.11 et Corr.1);

m) Note du Secrétaire général sur l'élection de six membres du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (E/2000/L.2/Add.12);

n) Note du Secrétaire général sur la nomination de 24 membres du Comité des politiques de développement (E/2000/L.2/Add.13).

### **Dates des sessions des organes subsidiaires du Conseil économique et social en 2001**

#### **Dates de la cinquième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement**

35. À la 46e séance, le 18 octobre, le Conseil a décidé que la cinquième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement se tiendrait à Genève du 21 au 25 mai 2001.

#### **Dates de la trente-quatrième session de la Commission de la population et du développement**

36. À la 46e séance, le 18 octobre, le Conseil a décidé que la trente-quatrième session de la Commission de la population et du développement se tiendrait du 2 au 6 avril 2001.

### **Mesures prises par le Conseil**

32. Au titre du point relatif aux élections, le Conseil a adopté les décisions 2000/201 A, B, C, D, E et F.

## **IX. Questions d'organisation**

### **B. Travaux du Conseil**

#### **Thèmes devant être examinés par le Conseil économique et social à sa session de fond de 2001**

33. À la 46e séance, le 18 octobre 2000, le Conseil était saisi d'un projet de décision intitulé « Thèmes devant être examinés par Conseil économique et social à sa session de fond de 2001 » (E/2000/L.34), présenté par le Vice-Président du Conseil, Martin Belinga-Eboutou (Cameroun), à l'issue de consultations officielles.

34. À la même séance, le Conseil a adopté le projet de décision. Voir décision 2000/303 du Conseil.